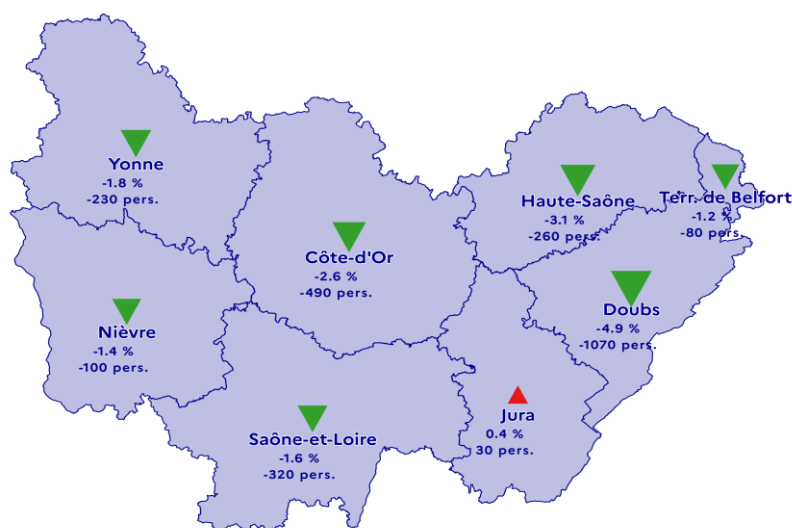


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

EVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
-3,8 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 740** (-1,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 960** (-1,8 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 700** (-1,5 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,4 % au 3^{ème} trimestre 2022
- 0,1 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,1 % ; - 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 830 au 3^{ème} trimestre 2022
+ 0,5 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 660 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2022
+ 13,0 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2022

Au troisième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente dans le Territoire de Belfort, soit 270 emplois en plus par rapport au 2^e trimestre. Hors intérim, l'emploi progresse dans les principaux secteurs d'activité. Contrairement au second trimestre, l'emploi recule dans les services marchands, notamment les services aux ménages et l'hébergement-restauration. Sur un an, l'emploi salarié progresse plus vite qu'au niveau régional. La demande en intérim repart à la hausse et s'accroît dans le secteur industriel. Le dispositif d'activité partielle tend à être moins mobilisé qu'au cours du second trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (4 290) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-2,9 %, soit -130), une baisse annuelle similaire à celle enregistrée à l'échelle régionale.

Au quatrième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle est comparable à celui du précédent trimestre. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés par ces procédures présentent des niveaux relativement faibles. Le nombre de créations d'entreprises est moins élevé par rapport au même trimestre l'an dernier. Sur le marché du travail, la demande d'emploi (cat.A) baisse de 1,2 %, une baisse néanmoins inférieure à celle observée à l'échelle régionale. Les hommes sont les seuls à bénéficier de cette amélioration du marché du travail certainement liée à la reprise de l'intérim dans l'industrie. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi tirent profit de ce contexte positif avec un recul de 3,4 % (-15,4 % sur un an). Autre point positif, la demande d'emploi des seniors recule aussi bien selon les inscriptions de catégorie A (sans activité) ou de catégorie BC (en activité réduite).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Territoire de Belfort :

Données CVS-CJO

	T4 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	6 740	-1,2	-10,7
Catégories B, C	4 960	-1,8	-3,7
Catégories A, B, C	11 700	-1,5	-7,9

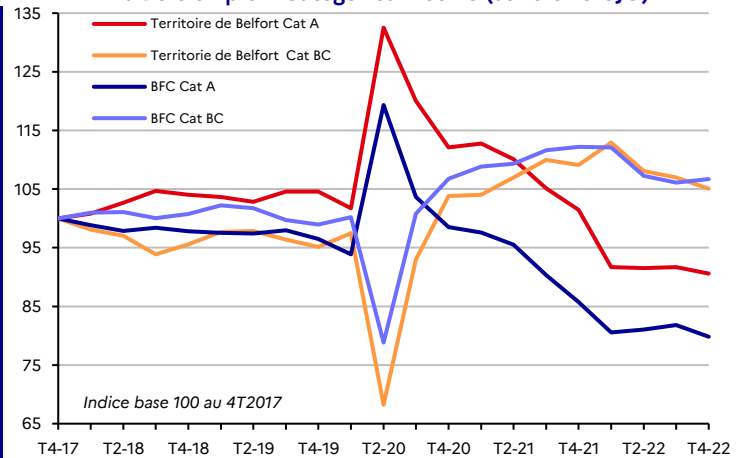
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T4 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	100 690	-2,4	-6,9
Catégories B, C	97 070	+0,6	-4,9
Catégories A, B, C	197 760	-1,0	-5,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 510	-3,6	-14,6	-3,2	-8,1
< 25 ans	530	+3,9	-13,1	-2,1	-8,5
25 - 49 ans	2 000	-6,1	-16,3	-3,4	-8,1
50 ans et plus	980	-3,0	-10,9	-3,5	-7,9
Femmes	3 240	+1,9	-5,8	-1,6	-5,6
< 25 ans	460	+7,0	0,0	+2,0	-2,5
25 - 49 ans	1 870	+1,6	-7,0	-1,8	-4,9
50 ans et plus	910	0,0	-6,2	-2,9	-8,4
Total	6 740	-1,2	-10,7	-2,4	-6,9
< 25 ans	990	+5,3	-8,3	-0,2	-5,8
25 - 49 ans	3 870	-2,5	-12,0	-2,6	-6,6
50 ans et plus	1 880	-2,1	-9,2	-3,2	-8,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 920	-2,5	-9,2	-1,1	-6,3
< 25 ans	880	0,0	-12,0	-1,5	-10,2
25 - 49 ans	3 550	-3,3	-10,4	-1,2	-6,6
50 ans et plus	1 490	-2,0	-5,1	-0,7	-3,2
Femmes	5 780	-0,5	-6,3	-0,9	-5,6
< 25 ans	770	+2,7	-3,7	-0,3	-10,1
25 - 49 ans	3 360	-1,2	-8,2	-0,9	-5,4
50 ans et plus	1 650	0,0	-3,5	-1,2	-4,2
Total	11 700	-1,5	-7,9	-1,0	-5,9
< 25 ans	1 650	+1,2	-8,3	-0,9	-10,1
25 - 49 ans	6 910	-2,3	-9,3	-1,0	-6,0
50 ans et plus	3 140	-0,9	-4,0	-0,9	-3,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 280	+0,2	0,0	+0,6	+0,7
DELD :					
1 à 2 ans	2 170	-1,4	-20,5	-1,9	-14,7
2 à 3 ans	1 190	-7,8	-20,7	-5,6	-17,8
3 ans et plus	2 060	-2,8	-5,9	-2,1	-7,4
Total DELD	5 420	-3,4	-15,4	-2,8	-12,8
Part des DELD	46,3%	-0,9 pt	-4,2 pt	-0,9 pt	-3,6 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2022	Moyenne annuelle 2022	
		2022	2021
Assurance chômage	4 990	4 810	6 090
Solidarité - Etat	700	730	750
Autres	140	110	130
Total DE indemnisés	5 830	5 650	6 970
Formation	240	360	350
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	45,9%		
BFC	44,9%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	161	+14	+9,3	+411	+13,7
Fin de mission d'intérim	91	+17	+23,0	+238	+18,1
Démission	38	-9	-18,7	+84	+8,6
Rupture conventionnelle	63	+6	+9,8	+13	+1,1
Licenc. économique	18	-3	-14,1	-61	-19,1
Autre licenciement	74	+4	+5,2	+109	+8,2
Première entrée ⁽¹⁾	77	-3	-3,3	-146	-12,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	227	+35	+18,0	+303	+9,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	215	+9	+4,2	+93	+2,9
Autre motif ⁽⁴⁾	70	0	0,0	+5	+0,5
Motif indéterminé	88	-24	-21,7	-192	-11,1
Total	1 123	+45	+4,1	+858	+4,6

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T4 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	163	-24	-13,0	-371	-11,4
Entrée en stage ou formation	151	-14	-8,5	-379	-12,9
Arrêt de recherche**	98	-14	-12,7	-182	-8,3
dont maladie	57	-10	-15,4	-126	-9,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	594	+60	+11,2	+520	+5,6
Radiation administrative	134	-14	-9,2	+116	+5,8
Autre cas ⁽²⁾	91	-13	-12,2	-84	-5,1
Total	1 232	-19	-1,5	-381	-1,8

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

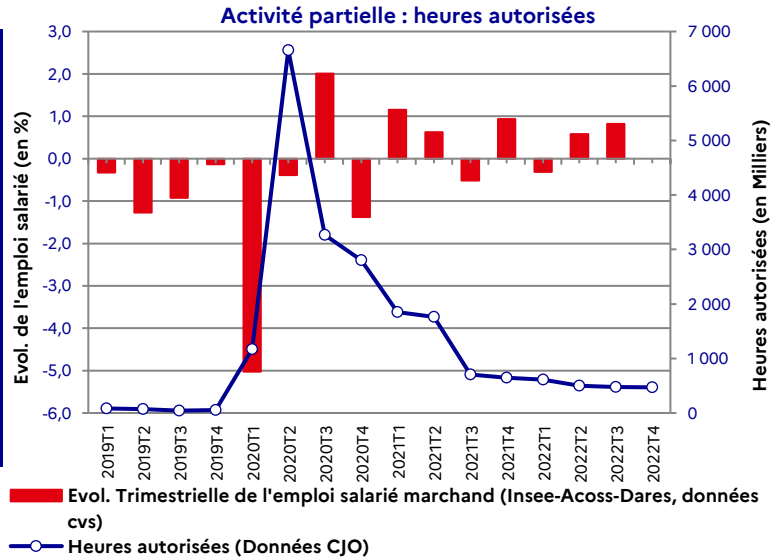
Activité partielle

Données CJO*		Territoire de Belfort	
Heures autorisées		T3 2022	T4 2022
Nombre de demandes en cours		76	59
Volume d'heures autorisées		478 205	468 072
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	352 657	348 080
	Construction	1 513	1 540
	Commerce	3 835	739
	Services	120 200	117 713
Établissements autorisés		71	57
dont :	étabs de 50 sal. et plus	25	24
Nombre de salariés concernés**		2 892	2 746
Total heures autorisées 12 mois glissés		2 235 829	2 057 694

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



		Territoire de Belfort	
Heures consommées		T2 2022	T3 2022
Nombre d'heures consommées*		88 679	43 804
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	65 580	28 021
	Construction	756	168
	Commerce	1 440	2 163
	Services	20 903	13 452
Etabs ayant consommé des heures		59	44
dont :	étabs de 50 sal. et plus	19	15
Nombre de salariés concernés**		833	633
Total heures consommées 12 mois glissés		455 716	358 650

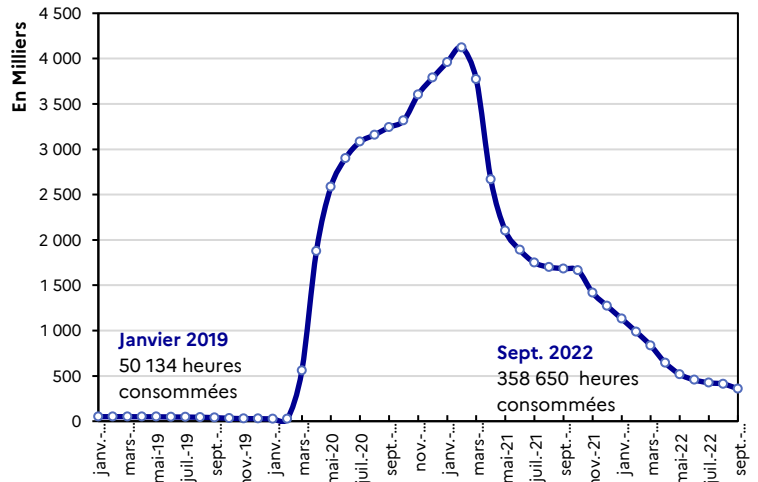
Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes		Territoire de Belfort	
Créations d'entreprises		T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		353	-11,5
dont :	Entreprises individuelles	37	-17,8
	Micro-entrepreneurs	238	-11,9
	Sociétés	78	-7,1
Cumul sur 12 mois glissés		1 463	-11,1
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		115	-10,9
Cumul sur 12 mois glissés		475	-20,4

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Territoire de Belfort	
Ouvertures de procédures		T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		24	+33,3
dont :	Sauvegardes	0	s
	Redressements judiciaires	4	-50,0
	Liquidations judiciaires directes	20	+100,0
Nombre d'emplois menacés		84	+71,4
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	21	-19,2
	Construction	28	n.s.
	Commerce	7	n.s.
	Services	27	+107,7
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		65	+41,3

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 3 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %
Agriculture	100	+10	+9,9	0	+4,6	100	+10	+11,0	0	+4,6
Industrie	7 400	+40	+0,5	-20	-0,3	8 180	+170	+2,1	+60	+0,7
Industrie agro-alimentaire	520	-10	-1,3	0	+0,2	550	0	-0,2	0	+0,3
Industries extractives, énergie, eau, déchets	270	+10	+4,3	0	+1,7	290	+10	+4,5	+10	+2,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 570	+40	+1,6	+20	+0,8	2 740	+10	+0,3	+10	+0,5
Matériels de transport	1 090	+10	+1,1	-10	-0,6	1 150	+10	+1,1	0	-0,3
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	2 940	-20	-0,6	-40	-1,4	3 460	+140	+4,2	+40	+1,0
Construction	2 270	+10	+0,4	+20	+1,1	2 400	+20	+0,8	+30	+1,4
Commerce ; réparation auto.	5 590	+60	+1,0	+10	+0,2	5 730	+60	+1,1	+40	+0,7
Services marchands	12 580	-60	-0,5	+430	+3,5	13 120	-30	-0,3	+470	+3,7
Transports et entreposage	1 700	-10	-0,5	+100	+5,9	1 910	+50	+2,6	+150	+8,6
Hébergement et restauration	1 540	-50	-2,9	0	-0,2	1 550	-50	-3,1	-10	-0,4
Information et communication	930	0	-0,1	+90	+10,2	930	0	-0,1	+90	+10,2
Services financiers	790	0	-0,5	0	-0,5	800	-10	-1,1	-10	-0,8
Services immobiliers	450	+10	+2,6	+10	+1,2	460	+10	+2,0	+10	+1,9
Services aux entreprises	5 550	+70	+1,2	+260	+5,0	5 830	+50	+0,9	+260	+4,6
Services aux ménages	1 630	-80	-4,7	-10	-0,8	1 630	-80	-4,8	-20	-1,2
Services non marchands	20 280	+40	+0,2	-40	-0,2	20 300	+40	+0,2	-60	-0,3
Ensemble	48 230	+100	+0,2	+400	+0,8	49 830	+270	+0,5	+550	+1,1

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

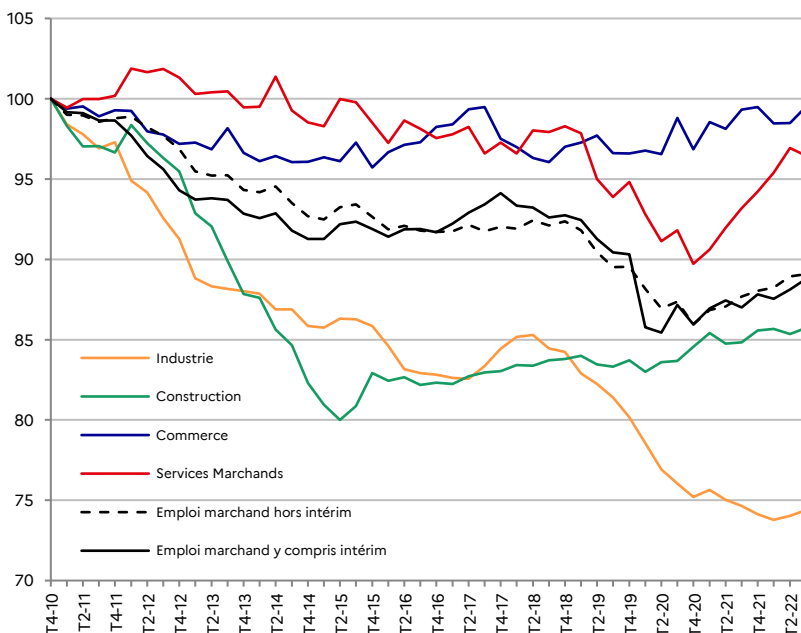
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

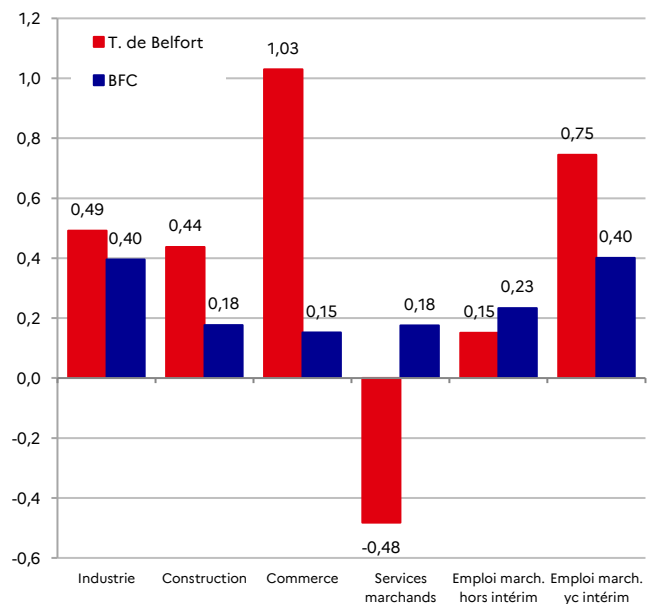
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} trim. et le 3^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 3 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	1,0	-0,0	s	s	s	12,9	+11,7
Industrie	880	+26,0	+20,9	10,7	+1,7	840	-1,2	+10,5	2,7	+0,2
Construction	160	-0,2	+12,4	6,5	+0,6	140	-12,5	+7,7	3,3	+0,1
Commerce	100	-3,3	+23,3	1,8	+0,3	120	0,0	+20,0	1,5	0,0
Services	510	+2,2	+3,5	3,9	-0,0	560	+5,7	+7,7	1,6	-0,2
Ensemble	1 660	+13,0	+14,3	5,6	+0,6	1 660	0,0	+9,9	2,2	-0,1

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

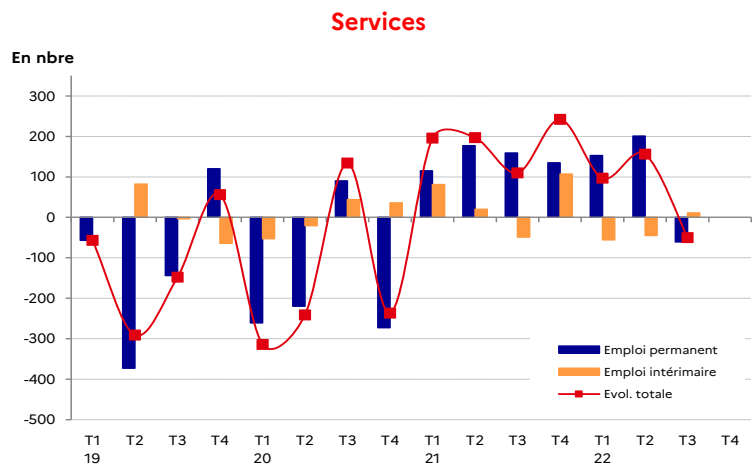
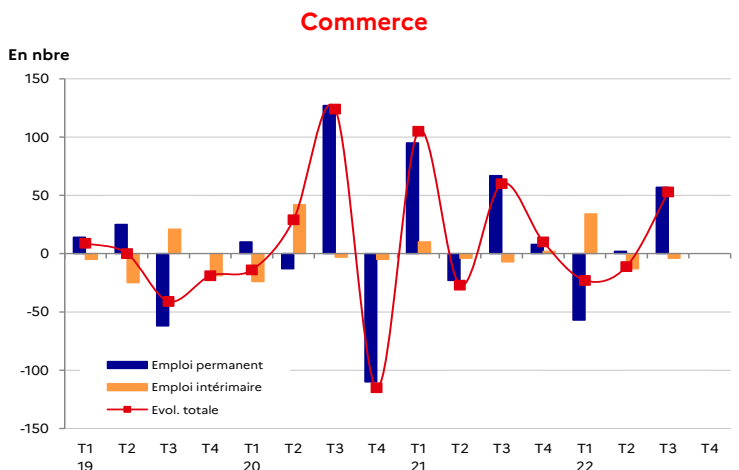
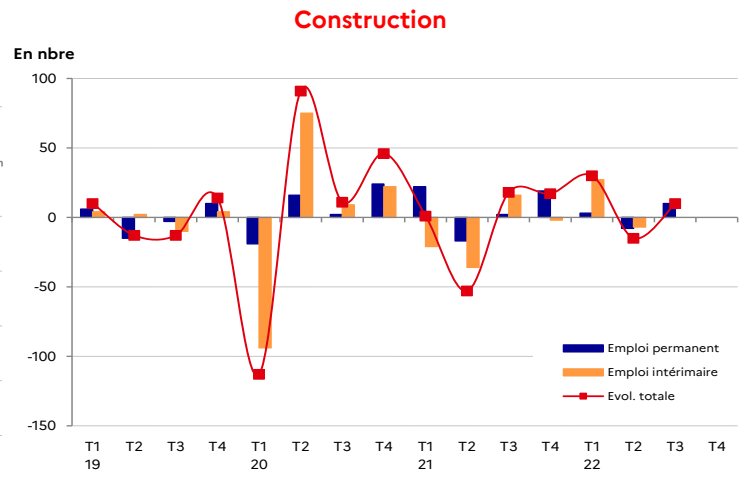
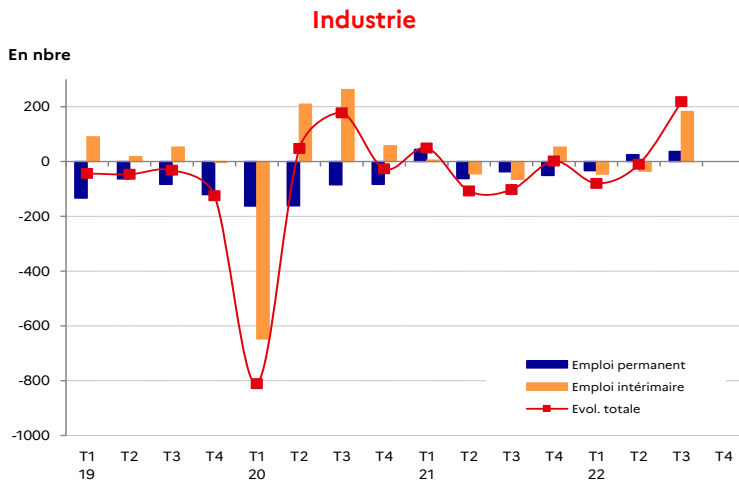
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Territoire de Belfort		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3ème trimestre 2022						
Embauches		594	302	1 530	7 261	9 687
Répartition en %		6,1	3,1	15,8	75,0	100,0
dont en % :						
	CDD	63,3	64,9	78,6	85,8	82,6
	< 25 ans	57,6	53,0	67,1	35,3	42,2
	25 - 49 ans	32,2	41,4	22,6	43,0	39,1
	50 - 54 ans	4,9	2,3	3,2	8,2	7,0
	55 ans ou plus	5,4	3,3	7,1	13,5	11,7
	Femmes	33,2	9,3	58,4	64,9	60,2
Sorties		588	333	1 570	7 693	10 184
Répartition en %		6,1	3,4	16,2	79,4	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	53,7	50,8	71,0	83,5	78,8
	dont CDD < 1 mois	22,8	37,3	56,7	78,2	72,2
	Demissions	18,0	22,2	12,7	8,0	9,8
	Licenciements économiques	0,7	3,0	0,3	0,3	0,4
	Licenc. non économiques	10,4	10,8	5,0	2,7	3,8
	Retraite	3,9	2,4	1,5	0,7	1,0
	Ruptures Conventionnelles	4,8	3,6	2,2	1,2	1,6
	< 25 ans	43,2	43,2	62,4	35,7	40,5
	25 - 49 ans	36,1	44,1	25,9	42,7	39,7
	50 - 54 ans	5,4	3,6	3,0	7,8	6,8
	55 ans ou plus	15,3	9,0	8,7	13,9	13,0
	Femmes	35,0	9,0	58,0	63,7	59,4

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

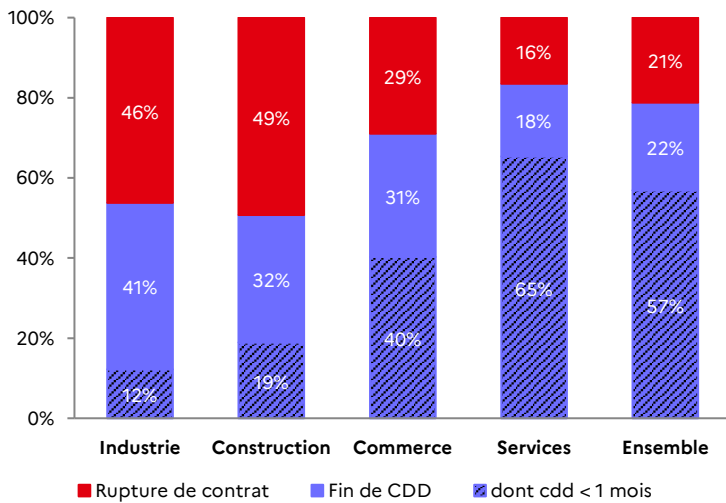
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

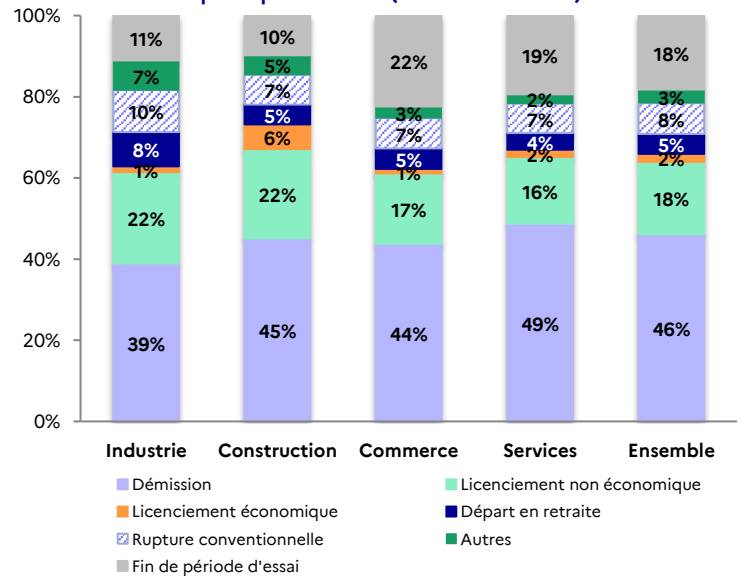
Lecture : Au 3ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 63,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 0,7 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,4 % tous secteurs confondus.

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 40 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 39 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Territoire de Belfort		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		10,0	60,7	13,9	15,4	50,0	30,4
Embauches		4 091	3 786	680	1 130	5 831	2 436
dont en % :							
	CDD	85,4	77,0	84,3	90,3	86,0	88,2
Sorties		4 125	4 047	688	1 324	6 046	2 540
dont en % :							
	Fins de CDD	83,0	73,8	83,0	78,9	82,8	85,7
	dont CDD < 1 mois	62,5	77,4	81,3	83,7	76,4	68,1
	Demissions	8,2	13,6	7,1	4,5	7,9	6,7
	Licenciements économiques	0,1	0,6	0,3	0,8	0,2	0,0
	Licenc. non économiques	3,8	4,3	3,3	2,3	3,1	3,3
	Retraite	0,0	0,0	0,1	7,9	0,8	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,4	2,8	1,6	1,8	1,3	0,3

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,3 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

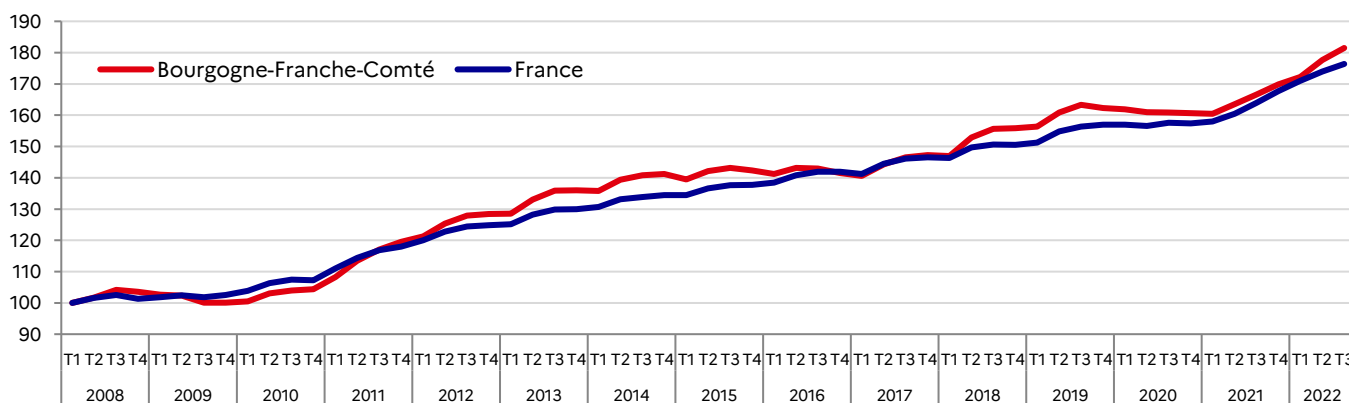
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	217 710	22,0	+0,4	-820	-0,4	180	0,4	+3,4	+28	+18,4
Doubs	222 456	198 960	20,1	+0,6	+2 300	+1,2	30 673	71,7	+2,2	+2 441	+8,6
Jura	105 149	88 040	8,9	+0,1	+100	+0,1	7 068	16,5	+1,7	+460	+7,0
Nièvre	70 977	64 320	6,5	-0,1	+410	+0,6	16	0,0	0,0	+1	+6,7
Haute-Saône	92 428	69 350	7,0	+0,4	+380	+0,6	610	1,4	+4,8	+103	+20,3
Saône-et-Loire	211 125	192 580	19,4	+0,3	+1 400	+0,7	208	0,5	0,0	+12	+6,1
Yonne	126 632	109 830	11,1	-0,2	-470	-0,4	26	0,1	0,0	+7	+36,8
Territoire de Belfort	55 791	49 830	5,0	+0,5	+550	+1,1	4 001	9,4	+2,6	+458	+12,9
BFC	1 105 129	990 610	100,0	+0,3	+3 840	+0,4	42 782	100,0	+2,2	+3 510	+8,9

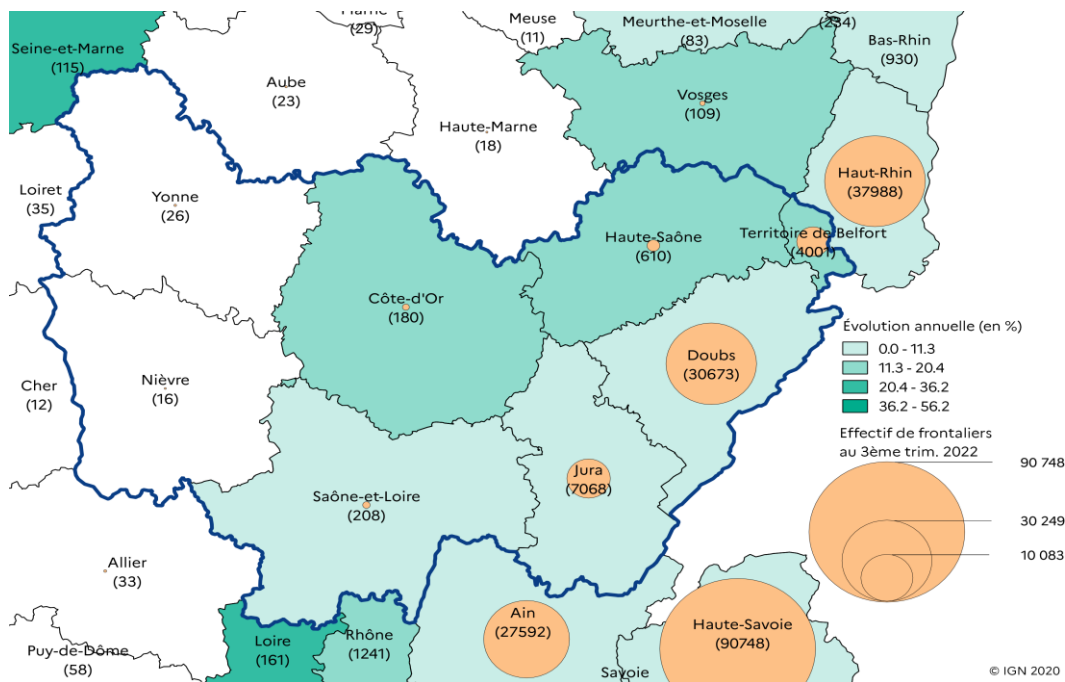
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,6 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 30 673 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T4 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	54	220	-37,3	-29,3
dt jeunes	26	79	-40,6	-24,6
dt Education Nat.	s	5	-37,5	-29,0
dt Collectivités	25	95	-22,1	-38,4
dt résidents QPV	9	43	-20,4	-12,7
dt résidents ZRR	s	s	-	-
CIE Jeunes	33	106	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	171	649	-30,8	-45,0
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	113	419	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	19	80	-15,8	-17,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T2022)				
- secteur public	64	66	+15,8	+8,1
- secteur privé	987	1 089	+17,9	+13,5

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique nd : non disponible

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2022	2022	cumul 2021
Côte d'Or	455	861	-5,7
Doubs	517	974	-2,1
Jura	386	689	-2,7
Nièvre	212	413	-27,4
Haute-Saône	187	401	+13,0
Saône-et-Loire	483	985	-8,2
Yonne	457	853	-12,0
Territoire de Belfort	170	331	+21,2
BFC	2 867	5 507	-5,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFF

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFF

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFF

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFF

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T4 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	141	-32,2	-31,9
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	153	-53,4	-70,2
IAE (au 2T2022)	499	-4,3	-0,5

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/la-dares/les-dépenses-en-faveur-de-l'emploi-et-du-marché-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 860	-2,9	37 337	+3,3	8 573	+3,8	1 660	-6,0
Doubs	12 583	-2,6	33 123	+3,0	10 457	+1,4	1 883	-1,9
Jura	3 563	-7,2	15 627	+2,4	5 293	+3,3	743	+0,5
Nièvre	5 670	-1,9	13 643	+1,3	6 287	+0,8	850	-8,6
Haute-Saône	4 073	-4,8	15 227	+1,3	5 470	+2,1	1 037	-2,5
Saône-et-Loire	10 143	-4,0	36 773	+2,4	11 903	+3,2	2 130	-4,5
Yonne	8 820	-3,3	23 343	+1,7	7 790	+2,4	1 333	-5,2
Territoire de Belfort	4 280	-2,9	9 707	+2,9	2 400	+3,0	707	+1,9
BFC	58 993	-3,4	184 780	+2,4	58 173	+2,5	10 343	-3,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

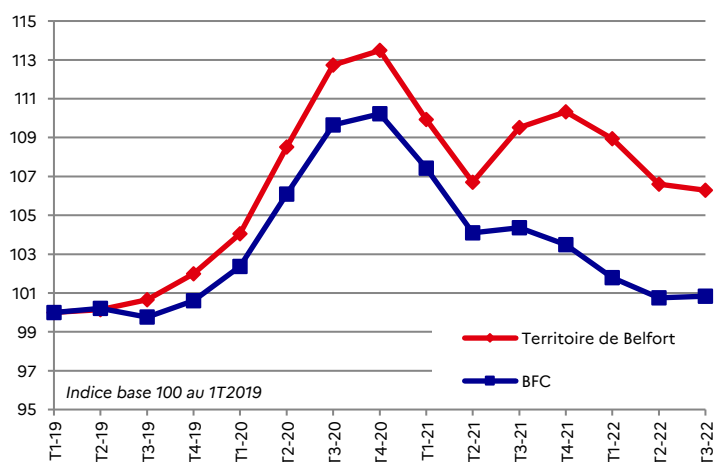
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

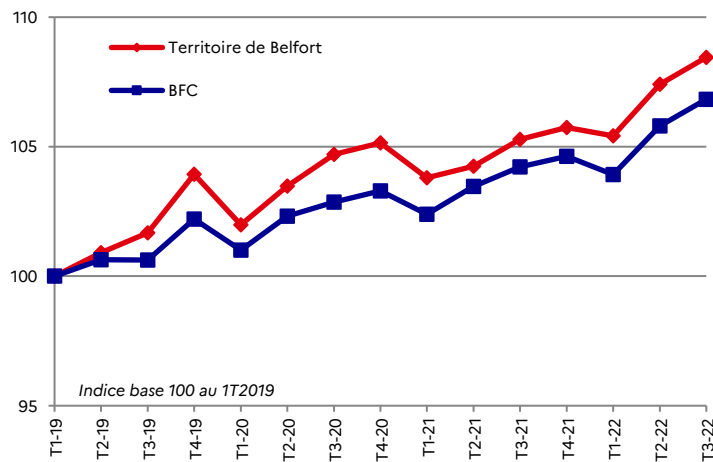
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

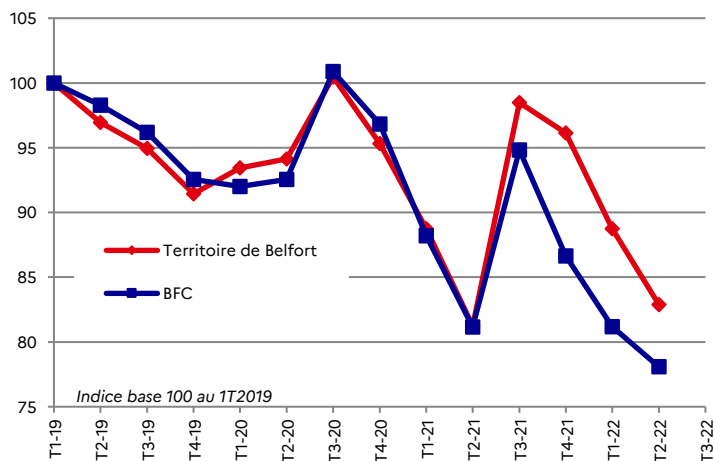
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

